

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-autre-monde-est-celui-de-l-interieur-des-mouvements>

# **L'autre monde est celui de "l'interieur" des mouvements**

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : jeudi 14 avril 2005

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Nous imaginons souvent, peut-être inspirés par la propre logique du système, que nous pouvons atteindre un monde différent à celui que nous souffrons en marchant vers un lieu, indéfini mais lointain, après des journées épuisantes. Je me propose de montrer comment « un autre monde » germe, lentement, dans les relations que les secteurs populaires tissent - au moins en Amérique Latine - à l'intérieur des mouvements de résistance au modèle hégémonique.**

*Dans les territoires en rébellion, tous les jours et quelle que soit l'heure, des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants travaillent à la construction d'une alternative ; à l'édification, pierre par pierre, d'un monde meilleur, un monde dans lequel peuvent tenir tous les mondes.*

**Gloria Muñoz**

("20 et 10. Le feu et la parole ")

Les regards et les manières de regarder apprises restent souvent à la superficie, sans dépasser l'épiderme des événements. Des regards, disons, dans le pire style journalistique (« un océan de connaissances d'un centimètre de profondeur ») : marqués par l'apparence, la rapidité et la visibilité immédiate. Modifier ce regard suppose, selon les paroles du sous-commandant Marcos, « quelqu'un avec la patience suffisante pour accéder à l'intérieur des choses, après avoir passé les échelons désespérants de notre manque de confiance. Quelqu'un sans attaches à l'extérieur ou disposé à les couper pour un bon moment » (Muñoz, 2003). Ce n'est pas la jungle cependant, l'obstacle majeur : la difficulté surgit des profondeurs de l'ego, individualiste, conspirateur inné contre les nous collectifs.

De ce regard superficiel et institué - occidental, masculin et « éclairé » - provient la sur-valorisation de l'activité publique et visible des mouvements et l'attention extrêmement réduite portée sur leurs réalités intérieures, sur la quotidienneté -qui n'est considérée que comme grise et monotone - de la vie collective. C'est là que se forme le changement social de longue haleine, loin du regard étatique ; là que se croisent et s'entrecroisent des valeurs, où se testent les discours et les moyens de la résistance (Scott, 2000) ; les espaces-temps qui font jaillir les différences et permettent de les approfondir. Avec le temps et les échecs, nous apprenons que la différence est l'une des clefs du changement, et non le pouvoir étatique. De là vient le fait que les mouvements et ses acteurs qui produisent des changements profonds (indiens, paysans, chômeurs...) sont ceux qui s'efforcent d'approfondir leurs différences - culturelles, sociales, de mode de vie - par rapport aux identités établies depuis le haut ou héritées.

### **La création de liens, pilier du nouveau monde**

J'aimerais sortir un peu des exemples les plus connus (zapatistes, paysans sans terre, piqueteros) pour montrer comment, dans beaucoup de recoins du continent, se forment des mouvements qui vont dans des directions semblables et qui trouvent - dans la construction de liens solidaires et fraternels, c'est-à-dire dans la création de communauté- leurs axes communs. Et montrer, au passage, que nous sommes en train de vivre un virage profond, de longue durée, appelé à avoir de profondes répercussions sur nos sociétés : les formes de résistance et de construction de mondes nouveaux, qui se sont enracinées dans les zones rurales, commencent à s'installer avec une force inhabituelle dans quelques grandes villes. C'est la première fois que dans des métropoles, coeur du capital et de la domination, ceux d'en bas sont capables d'ouvrir des espaces autonomes, depuis ceux qui résistent au système, le défient, à ceux qui construisent des mondes nouveaux.

Je commencerai par l'expérience que vivent les milliers d'habitants des bidonvilles (« asentamiento ») de Montevideo, frappés par la crise et le chômage. Un habitant sur cinq de la capitale uruguayenne (1.500.000

habitants) vit dans un « assentamiento », auto-construit de manière collective : le chômage a atteint 20% au moment du pic de la crise (entre juillet et décembre 2001), mais 80% des secteurs populaires n'ont pas d'emplois stables et naviguent entre le chômage, les emplois auto-crésés et diverses formes d'informalité. A l'hiver 2001, durant la crise économique et financière, il s'est créé de manière spontanée plusieurs centaines de potagers -familiaux et communautaires- pour affronter la crise alimentaire que subissaient les plus pauvres.

Deux ans plus tard, il existe plus de 150 potagers « familiaux collectifs » et communautaires, en pleine zone urbaine. Les premiers sont des potagers installés dans le fond de maisons particulières, mais ils sont cultivés de manière rotative par les habitants de la zone en question ; les communautaires, quant à eux, sont situés dans des espaces occupés par les habitants. Dans les deux cas, on note des formes d'organisation stables autour du potager, ce dernier étant l'axe autour duquel se regroupent les collectifs de quartier qui ont dû lutter pour leur autonomie vis-à-vis des partis politiques, des syndicats et de la municipalité. En deux ans, les groupes initiaux ont connu diverses situations, critiques ou de développement qui, dans beaucoup de cas, les ont menés à consolider des liens qu'ils définissent eux-mêmes comme « communautaires ».

L'évaluation faite par les femmes du potager communautaire *Amanecer*, dans le quartier populaire de Sayago, montre la profondeur des changements enregistrés en relativement peu de temps : « Au début, nous n'avions qu'une fiche où chacun notait les heures travaillées. Au moment de la récolte, chacun recevait sa part selon le travail fourni. A notre surprise, lors d'une réunion en septembre, on proposa de ne plus noter les heures de travail. Cela nous fit extrêmement plaisir puisque le groupe commençait à avoir une conscience communautaire. C'est ce que nous avons fait jusqu'à aujourd'hui. A la fin de ses heures de travail, chaque membre prend le nécessaire pour alimenter sa famille » (Oholeguy, 2004).

Trois mois plus tard, le collectif de « potagistes » (environ 40, dont une immense majorité de femmes et de jeunes) est parvenu à l'autosuffisance et à décider d'arrêter de recevoir les aliments dont la municipalité faisait don, en indiquant qu'ils préféreraient qu'ils soient distribués à des cantines populaires ou à d'autres groupes qui en auraient besoin.

Dans une autre zone de Montevideo, dans le quartier Villa García, le réseau de potagers familiaux collectifs regroupe 20 potagers. Comme dans les autres cas, ce fut au départ des expériences isolées qui se sont coordonnées jusqu'à créer un collectif qui réalise des journées de travail hebdomadaires rotatives dans tous les potagers. Les réussites sont notables : consolidation de groupes de travail, capacité de maintenir les « cantines collectives » avec comme base la production des potagers, dépendant de moins en moins des aliments donnés par l'Etat, la création d'une serre et d'une banque de semences pour fournir des moyens de production à tous les potagers de la zone, l'édition d'un bulletin mensuel du groupe et la coordination avec les autres initiatives de Montevideo qui se sont rassemblées lors de la première Rencontre d'agriculteurs urbains, en octobre 2003. Le chemin effectué par les collectifs de « potagistes » (c'est ainsi qu'ils se dénomment, instituant une nouvelle identité), depuis la solitude urbaine et l'angoisse de la survie, montre que même dans nos grandes villes, rongées par la fragmentation et un individualisme féroce, il est possible de construire des liens d'un autre type, au nez du pouvoir globalisé.

L'autre cas qui me paraît particulièrement intéressant est aussi à caractère urbain : la ville aymara de El Alto, en Bolivie. Durant l'insurrection de septembre-octobre 2003 [Guerre du gaz, ndr], les liens qu'avaient tissés les habitants de El Alto ces vingt dernières années devinrent visibles : quelques 500 assemblées d'habitants, dans lesquelles sont organisés tous les habitants de El Alto (environ 800.000), représentèrent la colonne vertébrale de l'organisation populaire et les protagonistes de la révolte. Les assemblées sont des organismes territoriaux qui recréent les modes d'organisation de la communauté rurale, puisqu'elles sont chargées d'assurer l'approvisionnement en eau potable, la construction et l'entretien des rues et des autres services, et la régulation de la vie collective dans chaque quartier.

Les formes d'organisation qui règlent la vie quotidienne à El Alto sont les mêmes qui étayèrent la mobilisation sociale, celles qui rendirent possible l'installation de centaines de barricades et de feux qui se sont maintenus grâce à la rotation des habitants et à une division stricte du travail. Certains coupaient les rues et résistaient à la répression, tandis que beaucoup d'autres communiquaient avec les différents groupes, d'autres encore assuraient l'approvisionnement en aliments ou diffusaient des messages sur le réseau de radios populaires qui jouèrent un rôle décisif dans les jours les plus difficiles (Gómez, 2004).

« Nous sommes frères ! », criaient souvent les insurgés, montrant que le sort individuel et le sort collectif étaient scellés par le sang de la répression. Cette fraternité, cependant, naissait du simple fait de partager la vie collective, bien que ce soit la mort qui la favorisa. Entre le 11 et le 12 octobre, les jours les plus néfastes durant lesquels furent assassinées quelques 50 personnes, El Alto était une communauté militarisée par ses propres habitants.

Aucun quartier n'était alors exempt de blocage, les barricades et les veillées aux flambées montrèrent, dans toutes les rues et avenues à la nuit tombée, une ville en révolution. La capacité organisatrice des habitants était guidée à chaque moment par les logiques communautaires. L'autorité représentative comme organe de décision perdit sa force et fut substituée par les assemblées de zone ou de rue (...) Le travail en équipes, l'obligation, les assemblées sont revitalisées dans les espaces urbains et c'est pour cela que la participation des hommes et des femmes est devenue massive. (Patzl, 2003)

Durant ces journées, et comme le signalent tous les témoignages, les dirigeants ne jouèrent aucun rôle, se limitant à obéir aux décisions de la base et à agir comme courroie de transmission de cette dernière. Le fait qu'une ville entière soit capable de réaliser une insurrection sans dirigeants révèle la profondeur de l'esprit et de l'organisation communautaires. Il ne s'agit pas seulement d'une « re-création » des formes communautaires présentes dans les ayllus ruraux. Bien que la prédominance de la culture aymara soit l'une des clefs de la construction de relations communautaires, il y a à El Alto une véritable création de liens communautaires urbains, ce qui est sensiblement différent -et motif d'une réflexion profonde- de la simple transposition des habitudes rurales jusqu'à la ville.

En effet, les Aymaras de El Alto ont été capables de maintenir et de rénover un ethos communautaire, mais les formes qu'il acquiert sont typiquement urbaines. L'une de ses multiples expressions sont les formes de production (aussi bien dans les services que dans l'industrie locale) qui sont majoritairement familiales et qui, bien qu'elles produisent pour le marché, le font en contrôlant eux-mêmes l'organisation et les temps de travail. En somme, le quotidien des habitants de El Alto est fortement marqué par des relations sociales « non capitalistes », tant au niveau des formes de production qu'aux formes de se mettre en relation dans les territoires urbains.

Nous sommes face à l'appropriation du territoire par les propres habitants d'une ville, espace qu'ils ont par ailleurs construit eux-mêmes au long de cinq décennies. Cet immense tissu relationnel (pour produire, construire la ville, créer des connexions avec les zones rurales, résoudre les problèmes d'alimentation, de santé, d'éducation, d'eau, de vie en commun, parmi les plus marquants) est ce qui a donné à la population de El Alto cette capacité admirable à résister à la répression la plus dure et à vaincre le gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada.

### **Produire la vie sur son propre territoire**

Les nouveaux sujets urbains passent par des expériences qui ne sont pas très différentes de celles mentionnées plus haut, bien que l'expression publique de chaque mouvement soit très différente : alors que l'Argentine et la Bolivie ont connu de grandes mobilisations qui ont par moment adopté des formes insurrectionnelles, en Uruguay il n'y eut pas de grandes actions mais plutôt un mouvement souterrain, peut-être à cause de la solidité avec laquelle se maintiennent toujours les institutions étatiques et les partis. Dans les deux cas, la solidité ou la faiblesse du système étatique a favorisé ou a réfréné l'action publique mais, en dessous de la ligne de visibilité, les sujets semblent tester des chemins similaires.

En effet, les piqueteros argentins sont maintenant capables de produire une partie de leurs aliments dans les potagers collectifs de leurs quartiers, ils ont des postes de santé et commencent à ouvrir des écoles, en même temps qu'ils établissent des liens d'échange avec d'autres groupes à l'extérieur du marché (MTD Solano y Colectivo Situaciones, 2002 et Zibechi, 2003). En parallèle, des usines récupérées et des assemblées de quartier tissent des relations avec les chômeurs, en créant des espaces communs, surtout dans la distribution et la commercialisation de la production. Cela est loin d'être des expériences isolées puisque dans les quartiers pauvres de nombreuses villes du continent se créent -ou se reformulent- des initiatives qui indiquent que les secteurs populaires urbains marchent dans une nouvelle direction : ils passent de la survie par les services (depuis le cireur de bottes jusqu'aux collecteurs d'ordures, et des portiers aux soupes populaires) à l'entrée sur le terrain de la production. Ils ne produisent pas seulement des aliments et d'autres produits comme des vêtements, des chaussures et des produits de tous types, mais ils prennent également en main une gamme variée d'aspects de leur vie quotidienne qui étaient, auparavant, assurés par l'Etat (notamment la santé et l'éducation). En somme, ils produisent et reproduisent leurs vies, avec souvent comme base, des critères d'autogestion et de solidarité, préoccupés non seulement par ce qu'ils font mais surtout par comment ils le font. C'est-à-dire qu'ils sont engagés à créer de la communauté ou quel que soit le nom que l'on veuille donner aux liens horizontaux, sans hiérarchies, que nous remarquons dans ces expériences urbaines.

L'on objecte souvent à ces initiatives qu'elles ne sont que des palliatifs circonstanciels aux situations d'extrême gravité. C'est la position que défendent nombre de partis de gauche. D'autres considèrent que ces expériences seront irrémédiablement absorbées par la logique asservissante du système, jusqu'à ce que l'on parvienne à changer ceux qui détiennent le pouvoir étatique et, à ce moment là, l'on pourra commencer à construire cet « autre monde » que nous souhaitons. Cependant, les activistes et les mouvements, qui semblent peu préoccupés par prendre le pouvoir et qui consacrent toute leur énergie à faire mieux ce qu'ils font déjà, sont de plus en plus nombreux. De fait, les multitudes argentine et bolivienne n'ont pas résolu d'aller à la Casa Rosada ou au Palacio Quemado mais ont rempli leurs objectifs immédiats, à savoir respectivement la neutralisation de l'état de siège et la chute de Sánchez de Lozada.

On constate donc que les mouvements réclament toujours moins à l'Etat pour leur fournir ce dont ils ont besoin, mais ils se mettent à le faire eux-mêmes. Le contrôle territorial que maintiennent ces mouvements (qui semble passer des zones rurales -comme dans le cas des sans terres du Brésil et du Paraguay, ou des indiens et des paysans- aux périphéries urbaines), ajouté à la capacité de produire leurs vies, doit nous faire douter de la pertinence de continuer à utiliser la catégorie de « mouvements sociaux ». Du moins dans quelques étapes de la mobilisation (l'Argentine et la Bolivie sont les cas les plus notables), ce sont les sociétés qui sont en mouvement, avec leurs autorités quotidiennes, leurs groupes locaux et compacts, formant des multitudes hétérogènes capables de s'orienter sans dirigeants. Et, par là même, sans dirigés.

Peut-être ces grandes mobilisations ont-elles -si l'on était capable de capter la logique intrinsèque des mouvements et non de leur attribuer des intentions- des objectifs différents de ce que l'on pourrait croire. Si effectivement, les mouvements sont orientés par des objectifs « internes », l'action publique -y compris les grandes insurrections- pourrait bien être orientée vers la défense et la consolidation des espaces d'autonomie territorialisée tels que nous les connaissons déjà en périphérie de Buenos Aires et Montevideo (avec différents degrés de développement), dans des villes comme El Alto, sur les « collines » de Caracas, et dans les quartiers populaires d'autres villes du continent.

Comme cela se passe déjà depuis deux décennies avec les indiens et les sans terre, la défense des relations « non capitalistes », dans les espaces où s'exerce un contrôle territorial, est autant la clef qui leur permet de lancer des défis de fond au système et de résister à ses attaques, que le point de départ de leur construction d'un monde nouveau.

Il est certain qu'un « autre monde est possible ». Cependant, il serait plus adéquat de dire que le clivage de ce monde bat déjà au sein de nos mouvements, et que les activistes ne devraient pas prétendre le diriger, ni indiquer le chemin

ou le rythme de sa marche. Cette forme « d'incidence » dans les mouvements peut saper l'autonomie et la créativité, qui sont les biens les plus précieux pour leurs membres. Peut-être faudrait-il mieux agir de manière subtile, douce, en contribuant à étendre ce monde nouveau, en l'aidant à grandir et en élargissant les espaces dans lesquels il vit.

**Traduction libre et non officiel de l'espagnol pour *El Correo* de : Estrella et Carlos Debiasi**

[La Fogata](#), avril 2005

### **Bibliographie :**

- ▶ Gómez, Juan, 2004, El Alto de pie. Una insurrección aymara en Bolivia, La Paz : Comuna.
- ▶ MTD de Solano y Colectivo Situaciones, 2002, La hipótesis 891. Más allá de los piquetes, Buenos Aires : De Mano en Mano.
- ▶ Muñoz Ramírez, Gloria, 2003, 20 y 10. El fuego y la palabra, México : Rebeldía y La Jornada.
- ▶ Oholeguy, Cristina, 2004, "El arte de sembrar", en Alternativas desde la diversidad. Saberes y prácticas de educación popular, Montevideo, revista Multiversidad No. 13.
- ▶ Patzi, Félix, 2003, "Rebelión indígena contra la colonialidad y la transnacionalización de la economía", en Ya es otro tiempo el presente. Cuatro momentos de insurgencia indígena, La Paz : Muela del Diablo.
- ▶ Scott, James, 2000, Los dominados y el arte de la resistencia, México : ERA.
- ▶ Zibechi, Raúl, 2003, Genealogía de la revuelta. Argentina : una sociedad en movimiento, La Plata : Letra Libre.